

### Le logement

ensuite arracher la somme de 52 milliards à l'Ouest. Sachant que le gouvernement vole 52 milliards au secteur privé dans le domaine de l'exploitation du pétrole et d'autres ressources, et qu'il est disposé à affecter à l'habitation moins que ce qu'il donne aux Russes, les Canadiens ont une bonne idée de l'importance que le gouvernement accorde à l'habitation.

Depuis que je suis de ce monde, ce qui ne fait pas très longtemps, et bien avant, le plus grand réconfort de tous a toujours été d'avoir un toit, pas seulement pour les vieillards qui eux en ont vraiment besoin, mais pour nous tous car avoir un toit au-dessus de sa tête contribue pour beaucoup à un sentiment de bien-être et d'indépendance. Dans ma ville, la proportion des locataires est passée de 20 à 60 p. 100 de la population depuis la guerre. C'est ce qui explique que nous ayons construit un grand nombre de logements locatifs. Nous avons construit—soit dit en passant, le secteur privé l'a fait et non pas le gouvernement—ces logements pour répondre aux besoins suscités par ce que nous appelons le boom des naissances. Tout en ce faisant, nous avons aussi construit à Toronto beaucoup de maisons à acheter, car nous voyions arriver l'époque où les bébés de ce boom seraient devenus grands et, comme le prédisait la SCHL, où la majorité des Canadiens voudraient être propriétaires de leurs maisons; nous savions qu'il nous faudrait une réserve pour répondre à la demande à Toronto et partout au Canada.

Aujourd'hui, face aux taux d'intérêt, il devient impossible pour les membres de la génération issue du boom des naissances, qui devraient être sur le point de réaliser leurs rêves et celui de leurs parents, de se porter acquéreur de leurs propres maisons. Nous sommes maintenant aux prises avec des politiques qui leur rendent ce rêve irréalisable.

● (2140)

Au cours de la dernière campagne électorale notre parti a fait valoir que la possession d'une maison avait tellement d'importance pour les Canadiens qu'il était grand temps de comprendre qu'on ne pourrait pas, honnêtement, leur demander de payer leur impôt foncier au moyen de leur revenu net. Ils devraient pouvoir le déduire de leur impôt fédéral. Il est grand temps de comprendre qu'une personne qui a acheté une maison et qui peut, grâce au système fiscal, réemprunter pour faire d'autres investissements en déduisant les intérêts, devrait pouvoir en même temps déduire les intérêts payés pour acheter la maison. Voilà les mesures équitables que nous proposons dans le cadre de notre programme de crédit d'impôt hypothécaire.

Enfin, après avoir prétendu pendant toute la campagne électorale qu'à ses yeux ce système n'avait rien d'équitable du point de vue fiscal, le gouvernement a reconnu dans le budget présenté en novembre par son ministre des Finances (M. MacEachen)—si vous me pardonnez l'ironie—qu'il fallait effectivement rendre le régime fiscal plus équitable. Le gouvernement a-t-il songé à instaurer la seule politique qui permettait de remédier aux injustices en permettant aux personnes qui n'ont pas les moyens de s'acheter une maison ou qui doivent faire face à une hausse monstrueuse des taux d'intérêt hypothécaires de déduire les intérêts? Non, et c'est une chose qu'on n'a peut-être pas suffisamment bien compris. Son sens de la justice a amené le gouvernement, non pas à permettre aux gens de déduire leurs intérêts à l'achat d'une première maison, mais

à empêché tout le monde de déduire les intérêts. Autrement dit, au lieu d'offrir des stimulants pour aider les gens à construire des maisons ou à en acheter, dans son budget, le gouvernement a privé tout le monde du droit de déduire les intérêts payés pour les autres investissements.

Pour bien comprendre les principes à la base de ce bill pitoyable il faut bien se rendre compte que cette mesure cadre avec la politique économique du gouvernement. Il existe plusieurs raisons, par exemple, à la grave pénurie actuelle de logements locatifs. La plus importante est que le gouvernement d'en face a totalement paralysé le marché des logements locatifs sur lequel se rabattent les gens quand, à la fin de leurs études, ils entreprennent de s'établir à leur compte en attendant d'accumuler suffisamment d'argent pour s'acheter une maison. Il l'a paralysé quand, il y a quelques années, il a supprimé toute incitation pour le détenteur d'un petit capital d'investir directement dans la propriété locative. Il fut un temps où tout Canadien qui avait un peu d'argent de côté et qui voulait se construire un duplex ou un petit immeuble à appartements pouvait se lancer sans arrière-pensée dans son entreprise; ou encore, si une propriété venait à être dépréciée et causait des pertes à son propriétaire, celui-ci avait le loisir de les défalquer de son revenu personnel; pareilles possibilités encourageaient les personnes désireuses de se préparer une retraite confortable à se faire construire un immeuble de rapport. Voyons un peu comment on en est venu à avoir des appartements au Canada. A Montréal, par exemple, près de la moitié des appartements ont été construits grâce à ce système. C'est à ce moment-là que le gouvernement est intervenu. Il a supprimé au départ la possibilité de déduire la dépréciation d'une propriété, mesure qu'il a reprise avec insistance dans l'ensemble de son programme économique. Le gouvernement considère cette déduction comme étant une échappatoire fiscale. Il a donc privé toute personne désireuse d'investir au Canada de la possibilité d'obtenir un dégrèvement fiscal.

**M. McKay:** Le gouvernement ne veut pas que vous ayez la propriété de quoi que ce soit.

**M. Bosley:** Nous avons maints exemples du genre: après avoir promis de l'aide aux propriétaires de maison pour obtenir leur vote lors des dernières élections, le gouvernement prétend aujourd'hui que les seules personnes qui auront droit à cette aide sont celles qui ont perdu leur avoir pour la bonne raison que le programme économique gouvernemental a fait perdre toute valeur à leur maison. Je puis vous citer un cas après l'autre dans ma circonscription où des maisons ont perdu 35 p. 100 ou plus de leur valeur l'année dernière, ce qui signifie que le propriétaire perd sa mise de fonds. L'État accepte dans ce cas de lui accorder une subvention. Si le propriétaire ne remplit pas encore les critères lui donnant le droit de bénéficier de ce programme, il lui est possible, avec la proposition dont nous sommes saisis, de reporter le remboursement des intérêts, et de la sorte le gouvernement pourra lui enlever ce qu'il lui reste l'année prochaine, à l'expiration du programme.

Nos dirigeants ont déjà essayé ce coup avec le Programme d'aide pour l'accession à la propriété et le Programme d'aide au logement locatif. Ils ont peu à peu, mais inexorablement, réduit la possibilité pour les Canadiens d'accéder à la propriété, en supprimant toute incitation à investir dans les hypothèques ou dans la construction de logements locatifs à prix raisonnable; je pourrais vous citer bien d'autres exemples semblables.